



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GENERALE

E/1984/7/Add.18  
10 septembre 1984  
FRANCAIS  
ORIGINAL : RUSSE

Première session ordinaire de 1985

MISE EN APPLICATION DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS  
ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Deuxièmes rapports périodiques présentés par les Etats parties  
aux Pactes au sujet des droits faisant l'objet des articles 6  
à 9, conformément à la première étape du programme établi par  
le Conseil économique et social dans sa résolution 1988 (LX)

Additif

BULGARIE\*

[11 avril 1984]

I. INTRODUCTION

1. Le rapport initial du Gouvernement bulgare sur l'application des articles 6 à 9 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, a été présenté le 15 novembre 1978 (E/1978/8/Add.24). Conformément aux directives générales pour la rédaction des deuxièmes rapports périodiques (E/1984/7, annexe), le présent rapport se limite donc aux principaux faits nouveaux qui ont marqué la législation et la pratique au cours de la période 1979-1983 touchant les droits reconnus aux articles 6 à 9 du Pacte. En ce qui concerne les autres questions liées à l'application des articles 6 à 9 du Pacte, on peut se référer au rapport initial du gouvernement, à la déclaration faite par le représentant de la Bulgarie lorsqu'il a présenté le rapport ainsi qu'aux réponses qu'il a apportées aux questions qui lui ont été posées lors de l'examen du rapport par le Groupe de travail de session d'experts gouvernementaux chargé d'étudier l'application du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (voir E/1984/WG.1/SR.12).

---

\* Le rapport initial présenté par le Gouvernement bulgare au sujet des droits visés aux articles 6 à 9 du Pacte (E/1978/8/Add.24) a été examiné par le Groupe de travail de session d'experts gouvernementaux, à sa session de 1980 (voir E/1980/WG.1/SR.12).

2. Au cours de la période 1979-1983, le Gouvernement bulgare a continué à appliquer une politique économique et sociale visant à assurer régulièrement l'exercice des droits fondamentaux des citoyens, reconnus aux articles 6 à 9 du Pacte. Grâce à la croissance du potentiel économique du pays et à l'amélioration de la législation nationale, cette politique s'est traduite par de nouvelles mesures progressives qui tendent à améliorer l'application des articles 6 à 9 du Pacte, et qui sont décrites ci-dessous.

3. En ce qui concerne la législation du travail - laquelle, de toutes les branches de la législation nationale, est la plus étroitement liée à l'exercice des droits visés aux articles 6 à 9 du Pacte - il importe essentiellement de souligner qu'elle subira prochainement une profonde réforme. Le Plénum du Comité central du Parti communiste bulgare s'est tenu à Sofia les 29 et 30 novembre 1982. A ce plénum, M. Todor Zhivkov, secrétaire général du Comité central du Parti et président du Conseil d'Etat de la République populaire de Bulgarie, a présenté un rapport intitulé : Principes fondamentaux de la ligne du Parti concernant un nouveau Code du travail. Ce rapport contient des directives générales pour l'élaboration d'un nouveau Code du travail et d'une nouvelle législation de la sécurité sociale. En vue d'exécuter cette réforme, une commission de personnalités du Parti et du gouvernement a été constituée sous la présidence de M. Todor Zhivkov.

4. Une des principales directives du rapport du Parti a trait à l'opportunité de mettre à profit l'expérience progressiste étrangère et internationale pour élaborer le nouveau Code. Le rapport dit explicitement ce qui suit : "Concernant chacune des questions fondamentales traitées dans le nouveau Code du travail, il convient d'examiner la pratique et les réalisations internationales et de s'en inspirer, pour autant qu'elles soient compatibles avec le caractère et les traits spécifiques de notre situation et avec les obligations internationales que notre pays a assumées" 1/.

5. Le rapport du Parti a été porté à la connaissance du public et a fait l'objet de débats animés pendant trois mois - du début décembre 1982 jusqu'à fin février 1983. Quatre-vingt-douze pour cent de tous les ouvriers et employés du pays, soit 3 785 336 personnes ont participé aux 65 287 réunions qui se sont tenues. Les 307 934 personnes qui ont pris la parole à ce sujet ont fait 168 142 propositions, recommandations et observations; au total, 180 715 propositions ont été faites, si on tient compte également de celles transmises par les grands organes d'information (voir le rapport de la Commission de personnalités du Parti et du gouvernement chargée de l'élaboration du nouveau Code du travail, publié dans le Journal Rabotnichesko delo du 20 juillet 1983).

6. Le débat public sur le rapport du Parti et la démarche démocratique adoptée pour l'élaboration du nouveau Code du travail visaient à assurer que l'avis des divers secteurs du monde du travail soit pris en considération dans la rédaction des nouvelles lois, puisque celles-ci affecteront directement leur travail, leurs conditions de vie et leur activité quotidienne, et que leur expérience et leur sagesse soient mises à profit pour l'élaboration de la nouvelle législation du pays.

/...

7. Partant des directives énoncées dans le rapport du Parti et des propositions et recommandations qui ont été faites au cours de la discussion, les personnes chargées de l'élaboration proprement dite du nouveau projet de Code du travail et du nouveau projet de législation sur la sécurité sociale ont commencé leurs travaux. Les avant-projets sont maintenant terminés et sont en cours de perfectionnement.

## II. ARTICLE 6 : DROIT AU TRAVAIL

8. Un certain nombre de nouvelles dispositions importantes ont été adoptées qui garantissent aux ressortissants bulgares l'exercice effectif du droit au travail et qui portent sur les caractéristiques essentielles de ce droit. Il s'agit des dispositions suivantes :

a) Résolution No 38 du 7 juillet 1980 du Conseil des ministres concernant le placement des personnes avant une capacité de travail réduite et extension du travail à domicile des mères qui ont des enfants âgés de moins de 6 ans (D'rzhaven vestnik, No 57, 1980, amendée par la résolution No 31, 1981);

b) Résolution No 42 du 24 juillet 1980 du Conseil des ministres concernant un système national unifié pour l'amélioration des qualifications du personnel (D'rzhaven vestnik, No 67, 1980, amendée par la résolution No 61, 1981);

c) Résolution No 70 du 18 décembre 1980 du Conseil des ministres concernant l'amélioration des conditions de formation et d'épanouissement de la jeunesse (D'rzhaven vestnik, No 100, 1980);

d) Règles types pour les ensembles agro-industriels (D'rzhaven vestnik, No 24, 1980).

9. Diverses modifications apportées à la législation bulgare au cours des cinq dernières années ont eu des répercussions en ce qui concerne l'exercice du droit au travail.

10. L'Etat s'emploie tout particulièrement à assurer des emplois productifs et des postes convenables - en d'autres termes à garantir le droit au travail - à diverses catégories de travailleurs qui, pour certaines raisons, ont du mal à trouver un emploi approprié. L'Etat s'emploie donc à faire en sorte que leurs perspectives d'emploi et de développement professionnel soient identiques à celles du reste de la population du pays.

11. En premier lieu, la résolution No 38 du 7 juillet 1980 du Conseil des ministres traite des personnes ayant une capacité de travail réduite. Il s'agit des invalides des catégories I, II et III, et également des personnes qui, bien que n'étant pas médicalement classées dans la catégorie des invalides, ont une incapacité réduite de travail pendant plus de deux mois. Depuis le 1er janvier 1981, des mesures ont été prises pour créer des entreprises spéciales, ou constituer des ateliers et unités de production pour ces personnes, où elles accomplissent des travaux relativement moins pénibles, adaptés à leur état de santé. La liste de ces installations spéciales et des emplois qui y sont accomplis, qui couvre 36 domaines d'activité (par exemple la production de layette et de jouets), figure dans la résolution No 38. Il est prévu qu'au moins 70 p. 100

/...

des postes de ces entreprises et unités spéciales doivent être attribués à des personnes ayant une capacité réduite de travail, et que celles-ci doivent être embauchées de préférence à d'autres. Dans ces entreprises, les normes de travail sont allégées et adaptées à l'état de santé des personnes concernées (art. 1, 4, 5 et 9 à 14 de la résolution No 38 du 7 juillet 1980 du Conseil des ministres).

12. Deuxièmement, les mères ayant des enfants de trois à six ans qui ne sont ni en garderie ni scolarisés, ont maintenant de plus grandes possibilités de travailler à domicile. Les chefs d'entreprise et d'organisations sont tenus d'autoriser les femmes qui le demandent à prendre des congés sans solde pour travailler à domicile pour une autre entreprise ou organisation. Le contrat de travail conclu avec la première entreprise continue d'être en vigueur, mais ses effets sont suspendus (c'est-à-dire que l'exécution du contrat est différé et la femme en question passe un deuxième contrat de travail avec une autre entreprise pour travailler à domicile). Ainsi, ces femmes peuvent à la fois élever leurs enfants et avoir une activité rémunérée. Ensuite quand les enfants atteignent l'âge de six ans - ou avant cet âge s'ils sont admis dans une garderie - la mère peut, si elle le souhaite, reprendre à tout moment le travail dans l'entreprise initiale. Son poste de travail lui est réservé et elle peut retrouver un emploi comme tout le monde (art. 2, résolution No 38, du 7 juillet 1980, du Conseil des ministres).

13. Troisièmement, la résolution No 70 du 18 décembre 1980 du Conseil des ministres stipule que les directeurs des ministères et d'autres administrations, organisations économiques, entreprises et établissements d'Etat doivent adopter des programmes annuels spéciaux en vue de dispenser une formation professionnelle et assurer un épanouissement par le travail aux jeunes qu'ils emploient. Les jeunes concernés participent activement à la préparation de ces programmes dans le cadre des Komsomol. Ces programmes offrent des solutions à bon nombre de problèmes qui se posent aux jeunes en matière de formation professionnelle ainsi qu'à d'importants problèmes sociaux liés à la vie et à l'emploi des jeunes travailleurs : la construction de logements pour les jeunes ménages, de centres de loisirs et de repos pour les jeunes, de clubs, etc. Des collectifs de jeunes travailleurs sont également constitués dans des entreprises et des organisations qui emploient un grand nombre de jeunes. Les deux tiers au moins de leurs membres ont moins de 30 ans et moins de 35 ans si l'emploi requiert un diplôme d'études supérieures. Ces collectifs de jeunes travailleurs sont chargés de tâches spéciales dans les secteurs secondaire et tertiaire, et ils font rapport sur l'accomplissement de ces tâches. Le fonctionnement et les tâches de ces collectifs assurent aux jeunes un travail dans un environnement qui leur convient psychologiquement et professionnellement.

14. L'amélioration des compétences professionnelles des travailleurs manuels et non manuels, qui est un élément essentiel du droit au travail, est particulièrement importante pour la pleine réalisation de ce droit, comme le stipule le paragraphe 2 de l'article 6 du Pacte. Outre les divers types d'études et de formation dans des établissements d'enseignement qui précèdent généralement le début de la vie professionnelle et auxquelles la Bulgarie a toujours pourvu, elle s'intéresse particulièrement depuis quelque temps à l'amélioration soutenue des compétences professionnelles. Les travailleurs pourraient ainsi développer leurs compétences professionnelles en même temps qu'ils travaillent. Cette nouvelle approche du problème de la formation professionnelle correspond à la situation actuelle caractérisée par un développement rapide des forces productives et des techniques

/...

de production, ainsi que par l'introduction accélérée des résultats du progrès technologique. Dans une telle situation, les compétences professionnelles des travailleurs doivent suivre en permanence le rythme de l'évolution rapide de conditions de travail dans l'industrie moderne.

15. Cette idée fondamentale est concrétisée dans la résolution No 42, du 24 juillet 1980, du Conseil des ministres. Par la mise en place d'un système national unifié pour la formation des personnels, la résolution fixe d'abord la structure organisationnelle de ce système. Celle-ci comprend le Conseil de coordination pour le perfectionnement du personnel, qui est responsable devant le Conseil des ministres, ainsi que les services spécialisés pour le perfectionnement mis en place au niveau des ministères, des organisations économiques et des conseils populaires locaux. Ces organes planifient et organisent le perfectionnement des personnels dans le cadre des ministères pertinents, soit au niveau de la circonscription administrative, soit à l'échelon de l'entreprise ou de l'organisation. Des établissements d'enseignements secondaire ou supérieur spécialisés se chargent d'assurer le perfectionnement du personnel, en fonction de la formation professionnelle déjà reçue par les personnes en question. Ces formations prévoient : l'enrichissement et la mise à jour des connaissances professionnelles - jusqu'à 45 jours d'instruction; la spécialisation et l'approfondissement des connaissances sur les caractéristiques de l'emploi occupé - jusqu'à une année d'instruction; et des cours de recyclage en vue d'une nouvelle spécialisation ou d'un nouveau métier - jusqu'à deux ans d'instruction.

16. Ce perfectionnement peut se faire avec une interruption totale ou partielle ou sans interruption du travail régulier. Les travailleurs manuels et non manuels qui entreprennent ces différents types de formation sans arrêter le travail, sont autorisés à prendre les jours de congés (payés) nécessaires pour se préparer aux examens. Quand les cours sont donnés ailleurs que dans la localité où ils travaillent normalement, les travailleurs qui les suivent touchent une prime spéciale conformément aux réglementations régissant les détachements officiels. Quand cette formation est donnée par correspondance, les travailleurs peuvent prendre jusqu'à trois jours de congés supplémentaires par mois (art. premier à 6 et 10 de la résolution No 42 du 24 juillet 1980 du Conseil des ministres et sect. 2 de la résolution No 26 du 14 août 1981 du Conseil des ministres amendant et complétant la résolution No 42). Il résulte de l'adoption de ces mesures qu'un nombre accru de travailleurs manuels et non manuels suivent des cours de formation professionnelle et de perfectionnement. En 1979, 913 933 personnes ont suivi ces cours, en 1980, 975 811 et à la fin de 1982, 1 118 405 2/.

17. A l'instar des mesures semblables prises dans le passé, les mesures définies par la résolution No 42 du Conseil des ministres destinées à améliorer les compétences professionnelles des personnels, visent à répondre au problème du niveau de formation de la main-d'oeuvre et, surtout, de celle des travailleurs manuels. Malgré les succès enregistrés, de nombreux problèmes et difficultés persistent. L'amélioration du niveau de qualification des travailleurs manuels reste en-deçà des besoins de l'économie nationale. A la fin de 1982, les travailleurs manuels hautement qualifiés (ceux appartenant aux deux catégories les plus élevées du barème unifié des salaires - VI et VII) représentaient 21,7 p. 100 des travailleurs et, à la fin de 1983, 23 p. 100, alors que pour faire face aux besoins du pays, ils devraient représenter 50 p. 100 de la main-d'oeuvre 3/.

/...

18. Depuis 1980, le champ d'application de la législation du travail a été considérablement étendu. Au cours des années 70, l'agriculture bulgare a été réorganisée. Cette réforme s'est traduite par la mise en place d'ensembles agro-industriels qui comprennent des entreprises industrielles qui produisent des denrées agricoles par des méthodes industrielles, des coopératives agricoles et des fermes d'Etat. Les activités agricoles de ces ensembles comprennent les travaux de culture, l'élevage, la culture maraîchère, l'horticulture, la viticulture et ainsi de suite. Ces secteurs et d'autres font maintenant partie de l'organisation économique générale unifiée qu'est l'ensemble agro-industriel. Conformément à l'article 35 de la règle type pour les ensembles agro-industriels, tous les travailleurs manuels ou non employés dans ces ensembles - ou que ce soit dans les divisions industrielles ou dans les coopératives agricoles - sont couverts par la législation du travail (Code du travail et réglementation pertinente). Le régime unifié auquel sont ainsi soumis les travailleurs indépendamment de la division dans laquelle ils travaillent, reflète la politique poursuivie par la Bulgarie en vue d'uniformiser les conditions de travail de tous les travailleurs, en établissant des normes égales pour leur travail. Une importante conséquence sociale de ces mesures est que les paysans membres des coopératives agricoles bénéficient ainsi des acquis de la législation du travail applicables aux travailleurs manuels et non manuels.

19. L'amélioration de la situation des citoyens bulgares en ce qui concerne le plein exercice du droit au travail ressort clairement du nombre croissant de personnes ayant un emploi permanent. Le nombre de ces personnes qui était de 3 895 642 en 1978, a passé à 3 946 890 en 1979, à 4 024 823 en 1980, à 4 073 316 en 1981 et à 4 100 259 en 1982 4/.

### III. ARTICLE 7 : DROIT A DES CONDITIONS DE TRAVAIL JUSTES ET FAVORABLES

#### A. Rémunération [art. 7 a)]

20. La résolution No 50 du 10 novembre 1979 du Comité central du Parti communiste bulgare et du Conseil des ministres (D'rzhaven vestnik, No 90, 1979), prévoyait qu'à dater du 1er novembre 1979, les salaires des travailleurs manuels et non manuels seraient relevés comme suit :

a) Les salaires des travailleurs manuels augmenteraient de 30 p. 100 en moyenne et ceux des travailleurs non manuels de 25 p. 100 en moyenne;

b) Le salaire minimum des jeunes spécialistes était relevé encore plus nettement : le salaire minimum de base pour les spécialistes ayant fait des études supérieures est passé de 105 leva à 155 leva (soit une augmentation de près de 50 p. 100); celui des spécialistes ayant fait des études secondaires et ayant reçu une formation dans une école technique ou une école normale est passé de 91 leva à 135 leva (soit une augmentation de près de 50 p. 100); et celui des spécialistes ayant fait des études secondaires est passé de 83 leva à 120 leva (soit une augmentation de près de 50 p. 100);

c) Le salaire minimum national est passé de 80 à 100 leva (soit une augmentation d'environ 25 p. 100).

/...

21. Il y a eu également des changements dans le système de rémunération des heures supplémentaires et les taux appliqués; de nouveaux mécanismes ont été mis en place et les taux ont été relevés. Il s'en est suivi une augmentation du salaire annuel moyen des travailleurs de toutes les catégories. En 1978 il était de 1 887 leva; en 1979 de 1 979 leva; en 1980 de 2 185 leva; en 1981 de 2 299 leva et à la fin de 1982, de 2 363 leva. L'indice des salaires, qui était de 100 en 1970, est passé à 160 en 1982. Les salaires réels ont également augmenté sensiblement. L'indice qui était de 100 en 1970 a passé à 119,2 en 1980, à 124,8 en 1981 et à 127,5 à la fin de 1982 5/.

B. Sécurité et hygiène du travail [art. 7 b)]

22. En vue de tenir compte des répercussions du progrès des sciences et des techniques sur les conditions de travail et de promouvoir la sécurité et l'hygiène du travail, un certain nombre de réglementations ont été adoptées au cours de la période analysée. L'objectif principal de ces modifications législatives est de mieux donner effet au droit à la sécurité et à la salubrité du travail qui sont "assurées par l'implantation du progrès scientifique et technique" (par. 2 de l'article 41 de la Constitution de la République populaire de Bulgarie).

23. On trouvera ci-dessous la liste des dernières mesures prises en la matière :

a) Ordonnance No 2 concernant la sécurité du travail dans le domaine de la production du chlore et dans les travaux qui y sont liés (D'rzhaven vestnik, Nos 9 et 10, 1979). Elle fixe les normes de génie sanitaire à respecter pour la construction d'installations produisant ou utilisant du chlore; pour l'entreposage, le transport et le stockage du chlore et de l'hydrogène; pour les habits et les chaussures spéciales à utiliser; pour les précautions individuelles que doivent prendre les travailleurs employés à la production de chlore ou qui utilisent du chlore, etc. Cette ordonnance a pour objet de protéger les travailleurs contre les effets nocifs du chlore;

b) Ordonnance sur l'installation et le fonctionnement de chaudières à basse pression et de chaudières à eau chaude (D'rzhaven vestnik, No 27, 1980). Elle fixe les normes techniques pour l'installation et la production de chaudières à basse pression, ainsi que les normes de sécurité à respecter pour leur utilisation;

c) Ordonnance sur la sécurité dans l'installation et l'utilisation de cuves pressurisées (D'rzhaven vestnik, No 16, 1980). Cette ordonnance fixe les normes pour l'installation, la production et l'utilisation sans danger de cuves pressurisées et leur inspection technique;

d) Décret No 1306 sur le contrôle par l'Etat de la sécurité des installations nucléaires (D'rzhaven vestnik, No 8, 1981) et règlement d'application (D'rzhaven vestnik, No 8, 1981). En Bulgarie, l'Etat contrôle les installations nucléaires ainsi que les stocks, l'emmagasinement et le transport de matières nucléaires. C'est le Comité pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire qui est chargé du contrôle par le biais d'inspecteurs spécialement désignés.

24. L'application des mesures destinées à assurer la sécurité et l'hygiène du travail dans tout le pays est planifiée dans le cadre du Programme national de protection du travail, dans le cadre du Plan quinquennal de développement

/...

économique et social. Les mesures et les ressources financières nécessaires à l'exécution qui sont prévues dans le plan quinquennal sont réparties entre les plans annuels de développement économique et social adoptés par l'Assemblée nationale.

25. Le Programme national de protection du travail prévoit la production d'articles de protection individuelle et d'antidotes, le versement d'indemnités pour compenser des conditions de travail insalubres, etc., ainsi que l'application de mesures sanitaires et autres destinées à éliminer les effets nocifs inhérents à certains types de production industrielle.

26. Une des caractéristiques de la politique de l'Etat dans le domaine de la sécurité et de l'hygiène du travail est que celle-ci porte essentiellement sur la prévention - conception et construction de bâtiments et d'installations et introduction de techniques qui éliminent d'emblée, ou du moins minimisent, les risques et les dangers dans l'industrie - plutôt que sur la réparation de dommages qui auraient pu être évités - d'indemnités spéciales ou antidotes, etc.

27. Des mesures spécifiques destinées à assurer la sécurité et l'hygiène du travail sont également adoptées à l'échelle des entreprises et des organisations. Elle font l'objet d'un accord entre l'administration et les comités syndicaux (ordonnance sur le système économique, par. 4 de l'article 117) et sont réaffirmées chaque année dans les conventions collectives (Code du travail, art. 9). Les ressources financières nécessaires à l'application de ces mesures proviennent des fonds pour la "protection sociale et les mesures culturelles" des entreprises et organisations concernées.

#### C. Egalité des chances de promotion [art. 7 c)]

28. Depuis l'adoption, le 1er novembre 1979, du tableau unique de classification des postes et du barème unique des salaires, l'évolution de la législation en vigueur a considérablement amélioré les possibilités de promotion pour les travailleurs sur la base de leurs connaissances et qualifications professionnelles.

29. Pour les travailleurs non manuels, les possibilités de promotion sont établies dans le tableau unique de classification des postes qui fixe le plafond et le seuil salarial des travailleurs de cette catégorie. A l'intérieur de cette fourchette, les travailleurs peuvent périodiquement être promus à partir de rapports dits d'évaluation, qui sont en règle générale établis tous les trois ans par des commissions spéciales à l'intérieur de l'entreprise ou de l'organisation. Ces commissions sont composées de représentants de la direction, de la section dans laquelle travaille l'employé en question et d'un représentant du Comité syndical. Conformément à l'article 2 des dispositions sur les rapports d'évaluation, (D'rzhaven vestnik, No 65, 1977), les qualifications et les autres qualités professionnelles de la personne dont le cas est examiné sont évaluées et la personne en question est promue sur la base de cette évaluation.

30. Pour les travailleurs manuels les possibilités de promotion sont établies dans le barème unique des salaires qui prévoit sept échelons salariaux. Chaque échelon correspond à des connaissances, à des compétences et à une expérience professionnelle du travailleur ainsi qu'à une rémunération quotidienne donnée. Dans chaque cas, l'échelon est déterminé par une commission spéciale composée de

/...



représentants de la direction et du Comité syndical, ainsi que de spécialistes de la profession en question. La Commission évalue les connaissances professionnelles théoriques du travailleur, ainsi que ses compétences pratiques et son expérience et, sur cette base, elle décide s'il doit être promu à l'échelon supérieur.

D. Repos, loisirs, limitation de la durée du travail  
et congés payés [art. 7 b)]

31. Deux grandes tendances se sont dessinées dans l'évolution de la législation et de la pratique au cours des dernières années :

a) Le système de la semaine de cinq jours, avec la moyenne hebdomadaire de 42 heures et demie de travail a continué à s'étendre. Comme cela a été signalé dans le rapport initial, la semaine de cinq jours a été introduite dans toutes les branches de l'économie et dans tous les domaines d'activité, à l'exception des personnes directement employées dans l'enseignement et l'agriculture. Au cours des dernières années (depuis 1980) la semaine de cinq jours a aussi été progressivement instituée pour les enseignants, les éducateurs, les moniteurs et les autres personnes directement employées dans tous les types d'enseignement et à tous les niveaux du système d'enseignement (élémentaire, moyen, secondaire et supérieur). En conséquence, il a fallu réviser les programmes d'enseignement pour les adapter aux nouveaux horaires. Deux jours de repos consécutifs, dont l'un est le dimanche, sont accordés chaque semaine à ces personnes (les jours chômés sont donc soit le samedi et le dimanche, soit le dimanche et le lundi). Seules les personnes qui sont directement employées dans l'agriculture (culture agricole et élevage) continuent de travailler six jours par semaine, avec un horaire hebdomadaire d'environ 48 heures. Ce sont les conditions spécifiques du travail dans ce secteur de l'économie et l'importance des facteurs météorologiques et autres qui imposent cette situation. Cependant, quand les conditions et l'organisation du travail le permettent, même les personnes employées dans l'agriculture peuvent passer à la semaine de cinq jours, grâce à un système de roulement, etc.;

b) La semaine de 40 heures, voire de 35 heures, a été adoptée dans un certain nombre de nouvelles usines ou d'usines qui, par suite de l'introduction de nouvelles techniques, de nouveaux types de matières premières et de composants, répondent aux conditions prévues à l'article 41 du code du travail et subissent donc une modification de leurs conditions de travail. Par exemple, la semaine de 35 heures a été récemment introduite pour les ouvriers qui produisent des circuits intégrés dans le complexe de production de semi-conducteurs scientifiques et industriels (D'rzhaven vestnik, No 4, 1979), pour ceux de certaines usines de l'industrie pétrochimique de Burgas (D'rzhaven vestnik, No 38, 1979, No 95, 1980 et No 68, 1981) pour les travailleurs manuels de diverses usines du complexe métallurgique de Kremikovtsy, à Sofia (D'rzhaven vestnik, No 8, 1982) et pour d'autres.

IV. ARTICLE 8 : DROITS SYNDICAUX

32. Ces dernières années, la législation sur les droits syndicaux n'a pas été modifiée; on est prié de se reporter au rapport initial du gouvernement sur cette question (E/1978/8/Add.24).

/...

33. Le neuvième Congrès des syndicats bulgares s'est tenu à Sofia en avril 1982. Il a évalué le travail pratique accompli par les syndicats entre le huitième et le neuvième Congrès (entre avril 1977 et avril 1982) et a identifié les tâches à accomplir au stade actuel de développement du pays.

34. Au cours de la période analysée par le Congrès, et tout au long de 1983, les syndicats bulgares ont continué à faire leurs preuves en tant qu'élément important du système politique du pays et d'accomplir des tâches importantes liées aux progrès de toute la société et à la défense des intérêts et des droits des travailleurs.

35. Le nombre de travailleurs appartenant aux syndicats bulgares est passé à 4 millions, ce qui équivaut à la quasi-totalité des travailleurs employés dans les différentes branches de l'économie et des services de l'administration nationale. Soixante-douze et demi pour cent d'entre eux sont des travailleurs manuels, 7,1 p. 100 des ingénieurs ou techniciens et 17,6 p. 100 des employés. Ainsi, dans la Bulgarie moderne, les syndicats ne sont plus des organisations représentant la classe ouvrière mais des organisations représentant tous les travailleurs.

36. Au cours de la période examinée les syndicats bulgares n'ont cessé de jouer un rôle actif dans la vie sociale, politique, économique et culturelle du pays et de contribuer à la solution des problèmes de planification, de développement social et autres. Comme il a été noté dans le rapport présenté au neuvième Congrès, les syndicats bulgares jouissent de droits très larges garantis dans les lois fondamentales du pays de sorte qu'ils peuvent participer au règlement de presque tous les problèmes liés aux intérêts vitaux des travailleurs.

37. A l'étape actuelle du développement du pays, les tâches et les activités des syndicats bulgares qui retiennent particulièrement l'attention concernent le renforcement de supervision et de leurs fonctions de défense des droits et des intérêts des travailleurs, leur démocratisation interne, l'analyse de l'opinion publique et notamment des avis et des attitudes des travailleurs, l'utilisation efficace des nombreux droits qui leur sont octroyés par la législation nationale, la coopération et l'interaction avec les instances dirigeantes des organisations socialistes (les assemblées générales, les conseils économiques, etc.), et l'organisation et l'intensification des activités des collectifs de travailleurs.

38. Les syndicats bulgares participent activement à l'exécution du Programme national de protection du travail en veillant au respect de la législation du travail. Le code du travail et une loi spéciale adoptée en 1973 reconnaissent aux syndicats leur droit de contrôle total - sur l'Etat et la société - dans cet important domaine des relations sociales. Dans le rapport présenté au neuvième Congrès des syndicats bulgares, il a été signalé qu'au cours de la période 1978-1981, les organes syndicaux de contrôle ont participé à des discussions concernant 1 165 projets de construction ou de reconstruction d'unités de production et ont pris part aux travaux de 5 100 commissions d'Etat approuvant les programmes de ces unités. Les organes de contrôle des syndicats ont renvoyé pour révision ou ont refusé d'approuver 320 projets où les questions de protection des travailleurs n'avaient pas été réglées de façon satisfaisante. Conformément à l'article 101 du Code du travail, ces projets ne peuvent être adoptés ou exécutés et les unités de production ne peuvent entrer en fonctionnement qu'après

/...

approbation. Au cours de la période en question, les organes syndicaux de contrôle ont bloqué l'entrée en fonctionnement de 620 unités. Dans l'exercice des pouvoirs de contrôle qui leur sont reconnus par le Code du travail (art. 101 et 178) - les organisations syndicales ont émis des directives obligatoires pour qu'il soit mis fin à 550 000 infractions aux règlements sur la protection du travail, pour que soient arrêtées 36 000 machines et installations, et que cessent de fonctionner 1 302 ateliers et sections et 397 usines et entreprises.

39. Conformément aux recommandations des organisations syndicales, 16 000 fonctionnaires ont reçu des amendes et certains ont été emprisonnés pour infraction de la législation du travail 6/.

40. Les syndicats contribuent très largement à la protection des droits des travailleurs et des employés. En procédant à des inspections du travail, les comités syndicaux et les commissions de conciliation règlent les différends et protègent les droits et les intérêts légitimes des travailleurs. Les syndicats disposent d'un vaste réseau de bureaux dans lesquels ils fournissent gratuitement des conseils sur la législation du travail, donnent des avis juridiques, répondent à des lettres et à des plaintes, et prennent des décisions sur les milliers de questions qui leur sont posées par les travailleurs.

41. Les syndicats s'occupent aussi activement de faciliter les vacances et les séjours dans des établissements de repos. Les organisations syndicales sont chargées par l'Etat d'accomplir cette tâche. A cet effet, un réseau matériel et technique fort bien financé de stations de repos, où chaque année plus de deux millions de personnes passent leurs vacances a été mis en place. Cependant, les besoins en matière de loisirs augmentent plus rapidement que la capacité de les satisfaire. C'est pour cette raison qu'a été élaboré un programme intégral de reconstruction, de modernisation et d'extension de l'infrastructure existante en matière de loisirs, qui est actuellement en cours d'exécution dans le cadre du huitième plan quinquennal (1981-1985). Ce vaste effort de reconstruction vise à moderniser les établissements de repos afin d'en faire de véritables ensembles de promotion de la santé et de la culture, ouverts toute l'année et où les travailleurs puissent trouver un repos réparateur.

#### V. ARTICLE 9 : DROIT A LA SECURITE SOCIALE

42. Au cours de la période examinée (1979-1983), la législation relative à la sécurité sociale a subi un certain nombre de modifications, améliorant l'exercice du droit à la sécurité sociale garanti aux citoyens au titre de l'article 43 de la Constitution de la République populaire de Bulgarie :

a) Le nombre de personnes assurées contre les accidents du travail a augmenté. Les volontaires appartenant aux brigades d'incendie et les citoyens blessés pendant qu'ils luttent contre un incendie ou à cette occasion sont couverts par les dispositions du paragraphe i) de l'article 2 du règlement d'application relatif à la section III du Code du travail (D'rzhaven vestnik, No 12, 1980). Des indemnités en espèces sont versées aux personnes blessées dans ces conditions par les entreprises ou les organisations où elles travaillent; dans le cas de personnes sans emploi, ce sont les conseils nationaux ou les conseils municipaux du territoire où l'incendie a eu lieu qui versent ces indemnités;

/...

b) Une modification importante a été apportée au système d'allocations de maternité et de soins aux enfants en bas âge. Avant 1981, ces prestations n'étaient payées qu'aux mères ou aux mères adoptives. L'amendement à l'article 41 du règlement d'application relatif à la section III du Code du travail (D'rzaven vestnik, No 21, 1981) stipule qu'en cas de maladie grave ou de décès de la mère ou de la mère adoptive qui est en congé de maternité ou en congé prévu pour les soins aux enfants en bas âge, les jours de congé qui lui restaient peuvent être pris et l'allocation en espèces peut être touchée par le père ou par un autre ascendant direct (grand-père ou grand-mère), ou par un parent en ligne collatérale jusqu'à la deuxième génération (frère ou sœur du père ou de la mère de l'enfant). Dans de tels cas, le montant de l'allocation est le même et est versé pour la même période que s'il s'était agi de la mère ou de la mère adoptive.

43. La législation relative aux pensions a également été modifiée :

a) Au titre de l'ordonnance No 2092 (D'rzaven vestnik, No 93, 1979), le montant de toutes les pensions versées conformément à la loi sur les pensions (D'rzaven vestnik, No 93, 1979) a été augmenté de 10 leva;

b) Il a été stipulé que les invalides de guerre recevront - à partir de l'âge de 60 ans pour les hommes et de 55 ans pour les femmes - une pension d'invalidité et une pension complète pour leur vie active, s'ils ont droit aux deux pensions (D'rzaven vestnik, No 90, 1980);

c) Le montant de la pension complémentaire versée aux invalides ayant besoin de l'aide d'autrui est passé de 25 à 30 leva (D'rzaven vestnik, No 9, 1981);

d) Un amendement à l'article 53 de la loi sur les pensions (D'rzaven vestnik, No 28, 1983) stipule que dans le cas de pensions inférieures au salaire minimum mensuel (actuellement 100 leva), il ne peut être pratiqué de saisie-arrêt que dans le cas du dépassement des versements dus au titre de la pension, de pension alimentaire, de dommages-intérêts dus au titre d'actes criminels, d'un préjudice illégal ou en cas de dépenses non autorisées.

44. Le montant des fonds attribués à la sécurité sociale augmente tous les ans. En 1975, il se chiffrait à 1,1 milliard de leva et en 1981 il atteignait 2,5 milliards de leva. Le montant des allocations de fonds publics par habitant augmente également chaque année. Alors qu'en 1975, la moyenne par habitant était de 420 leva, elle était en 1980 de 619 leva 7/.

/...

Notes

1/ T. Zhivkov, Principes fondamentaux de la ligne du parti concernant un nouveau Code du travail (Partizdat, 1982), p. 14.

2/ Annuaire statistique de la République populaire de Bulgarie, 1983, p. 111.

3/ T. Zhivkov, op. cit., p. 25.

4/ Annuaire statistique..., p. 102.

5/ Ibid., p. 73 et 75.

6/ Voir le Rapport du Conseil central des syndicats bulgares au neuvième Congrès et tâches à venir (Profizdat, 1982), p. 33.

7/ Chiffres publiés dans le Rapport du Conseil central..., p. 32 et 42.

-----